

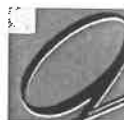
GINGER
ENVIRONNEMENT

**Commune de
Vinsobres**



Dossier d'enquête publique du zonage d'assainissement

GINGER ENVIRONNEMENT ET INFRASTRUCTURES
Agence de Montpellier
Parc 2000, 198 rue Yves Montand
34184 MONTPELLIER Cedex 4
Tél : 04 67 40 90 00 – Fax : 04 67 40 90 01



SIEE

G.E.I.
DOSSIER N001.08.085 / JLA
Mai 2009

Sommaire



PREAMBULE	5
I. DONNEES GENERALES	7
I.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
I.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE	7
I.3. CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	7
I.4. ÉVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	8
I.5. ACTIVITES PARTICULIERES ET ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS	9
II. ÉTAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	10
II.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
II.2. DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	10
III. RESULTATS DE L'ETUDE	12
III.1. HAMEAU DES CORNUDS	12
III.1.1. Assainissement collectif	12
III.1.2. Assainissement non collectif	13
III.2. PROPOSITION D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	13
III.3. CHOIX ET RAISONS DES ELUS	14
III.4. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	14
IV. ASPECT FINANCIER POUR LES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT	15
IV.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	15
IV.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	15
V. OBLIGATION DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS	17
V.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
V.2. ASSAINISSEMENT AUTONOME	17
V.2.1. Habitations raccordables à terme	17
V.2.2. Instruction des projets	17
V.2.3. Contrôle technique exercé par la commune	18
V.3. ACCES AUX PROPRIETES	18

Préambule

L'épuration des eaux, nécessité reconnue de tous, doit franchir maintenant une étape importante en étant l'objet d'une rigueur accrue. Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de Vinsobres a lancé une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui confie aux communes (article 35-III) le soin de délimiter, après enquête publique :

⇒ « les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées » ;

⇒ « les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ; [...] ».

L'assainissement autonome d'une habitation, dans le passé, se composait uniquement d'une fosse septique collectant les eaux vannes. Les eaux usées et les eaux ménagères étaient rejetées dans un fossé ou dans un puits perdu. Du fait de l'acquisition d'habitudes d'hygiène, le volume et la nature des eaux rejetées ont évolué. Les techniques d'assainissement autonome valables naguère, sont à reconsidérer aujourd'hui.

A ce jour, la réglementation préconise la réalisation :

- d'une fosse toutes eaux permettant le prétraitement des eaux vannes et ménagères,
- d'un épandage disposé dans le sol en place ou dans un sol reconstitué (sable). Cet épandage assure l'épuration et l'évacuation des effluents par infiltration dans le sol.

Le zonage d'assainissement mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme.

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision. Il a été réalisé grâce au concours du bureau d'études Ginger Environnement et Infrastructures (SIEE). Ce document fait suite à l'étude réalisée par SIEE en 2000 (Dossier SIEE n° 01.08.11) actualisée en fonction des derniers projets connus de la commune.

Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage,
- d'une carte de zonage d'assainissement.

2

I. Données générales

I.1. Situation géographique

La commune de Vinsobres est située dans la partie méridionale du département de la Drôme (26), à 5 kilomètres à l'Ouest de Nyons, sous-préfecture et chef-lieu de canton.

Son territoire communal occupe une superficie de 35 km². Les parties Nord et Sud de la commune mettent en évidence un relief particulièrement contrasté, caractérisé, d'une part, par une zone montagneuse, et, d'autre part, par une plaine alluviale.

L'agriculture est essentiellement destinée aux cultures de type extensif, essentiellement vignes et vergers.

La commune est traversée par la route départementale 94, reliant Nyons à Bollène, séparant ainsi la limite de la plaine avec le relief collinaire.

Le village est situé à une altitude proche de 280 m NGF et les sommets environnants avoisinent en moyenne les 400 m NGF.

I.2. Contexte géologique et hydrogéologique

Le territoire communal de Vinsobres est situé en limite de deux domaines géologiques bien distincts :

- la vallée de l'Eygues, sur le flanc Sud,
- le bassin de Valréas, plus au Nord.

Le premier secteur est caractérisé par des dépôts alluvionnaires du Quaternaire, constitués de sables, graviers et galets hétérométriques surmontés d'une couverture limoneuse. Elle occupe généralement le fond des vallées de l'Eygues et des principaux affluents.

La deuxième région, située dans la partie septentrionale de la commune et assez tourmentée topographiquement, se rattache au dôme de Valréas. Il est représenté par des formations fluvio-lacustres du néogène (ère tertiaire), s'agissant pour l'essentiel de marnes et marnes sableuses grises ou rouges.

D'un point de vue hydrogéologique, les possibilités aquifères sont offertes par les formations alluviales de l'Eygues.

Néanmoins, les niveaux sableux associés aux marnes du Miocène supérieur peuvent être potentiellement productifs.

I.3. Contexte hydrographique

La commune de Vinsobres appartient au bassin-versant de l'Eygues. Les écoulements des eaux superficielles sur le territoire communal se font vers la rivière de l'Eygues par l'intermédiaire de fossés, thalwegs, valats temporaires et ruisseaux dont les plus importants sont le ravin de Mèze et le ravin de Moye.

La confluence de ces derniers avec l'Eygues se situe dans la limite méridionale de la commune.

Le régime hydrographique de ces cours d'eau est de type torrentiel. Le climat méditerranéen et les fortes pentes de son bassin-versant en sont les causes principales.

Les objectifs de qualité sur notre secteur d'étude sont sur l'Eygues : 1B.

• Alimentation en eau potable

La commune de Vinsobres est alimentée en eau potable par le puits du Moulin situé en rive droite de l'Eygues dont il exploite la nappe alluviale. Ce captage a fait l'objet de procédure réglementaire permettant l'instauration de ses périmètres de protection.

• Autres activités

En ce qui concerne les activités de tourisme et de loisirs (canoë-kayak,...), la géomorphologie et le régime d'écoulement de l'Eygues ne favorise peu ou pas leur développement.

D'un point de vue halieutique, l'Eygues au droit du secteur d'étude est classé en deuxième catégorie piscicole.

La rivière l'Eygues, de par son régime torrentiel, a fait l'objet d'une étude hydraulique en 1997 afin de cartographier ses zones inondables (*Etude hydraulique globale de l'Eygues* n° 30 04 04 – SIEE –SOGREMH).

I.4. Évolution démographique

Les données INSEE extraites des recensements généraux sont regroupées dans le tableau ci-dessous :

Année	1975	1982	1990	1999	2004	Estimation 2025
Population municipale	807	911	1062	1089	1072	1320
Taux d'évolution annuel	+ 1,75 %	+ 1,94 %	+ 0,28 %	- 0,31 %		+ 1,0 %

La commune de Vinsobres a connu une augmentation régulière de sa population entre 1975 et 2000 ; une légère diminution a été constatée entre les deux derniers recensements. En prenant comme hypothèse une croissance annuelle de l'ordre de 1 % pour les vingt prochaines années, la population communale pourrait atteindre 1320 habitants en 2025.

Le climat particulièrement agréable en été et la présence de sites naturels préservés constituent un pôle touristique très attractif avec une population saisonnière relativement importante.

La capacité d'accueil de Vinsobres est relativement importante, d'environ 3 500 personnes. Elle est répartie dans :

- le camping « Le Sagittaire » (1 500 vacanciers),
- le camping municipal (70 emplacements),
- les résidences secondaires,
- les gîtes et chambre d'hôtes.

Lors des deux derniers recensements, le parc des habitations se décomposait de la façon suivante :

Parc des habitations	1999	2004	Variation
Nombre total de logements	594	775	+ 30,5 %
Nombre de résidences principales	438	445	+ 1,6 %
Nombre de résidences secondaires et logements occasionnels	117	290	+ 148 %
Nombre de logements vacants	39	40	+ 2,6 %
Nombre moyen des occupants des résidences principales	2,49	2,41	-

On constate une très nette augmentation du nombre total de logements (plus 181 logements en 5 ans). Il s'agit essentiellement d'une forte progression du nombre de résidences secondaires avec 173 logements supplémentaires entre le deux derniers recensements.

Actuellement, 290 résidences secondaires ont été recensées en 2004, soit 37,4 % du parc immobilier.

1.5. Activités particulières et établissements industriels

Différentes activités individuelles ou assimilées ont été recensées sur le territoire communal de Vinsobres :

- trois entreprises de maçonnerie,
- deux garages automobiles et un garage poids lourds,
- trois restaurants,
- trois entreprises de travaux publics.

Actuellement, la commune de Vinsobres présente une forte activité agricole (viticulture et oléiculture). Vingt caves viticoles sont implantées sur le territoire communal classé en partie périmètres AOC Côte du Rhône pour le vignoble et en totalité AOC pour l'olive.

II. État des lieux des dispositifs d'assainissement

II.1. Assainissement collectif

La commune de Vinsobres est équipée d'un réseau d'assainissement qui dessert la presque totalité de la zone actuellement urbanisée.

Ce réseau collecte les eaux usées domestiques, les eaux usées de quelques établissements industriels (2 caves viticoles,...) et surtout une partie des eaux de ruissellement pluvial.

De longueur d'environ 7,2 kilomètres, ce réseau d'assainissement dessert 393 abonnés et est principalement unitaire (volume annuel assujéti à la taxe assainissement de 40 800 m³). Il achemine les eaux usées gravitairement par l'intermédiaire de collecteurs (fibrociment et PVC) depuis les coteaux jusqu'à la station d'épuration situé au Sud du village. Plusieurs déversoirs d'orage ont été recensés sur l'ensemble du réseau (5 au total). Ils permettent d'évacuer une partie des eaux pluviales vers l'Eygues par l'intermédiaire de ruisseaux et fossés.

La station d'épuration, réalisée en 1988, a une capacité 1 100 EH. La filière est de type Boues Activées en aération prolongée.

Les infrastructures d'assainissement collectif sont actuellement exploitées par la SDEI.

La commune est en cours de réalisation d'un schéma directeur d'assainissement comprenant une étude diagnostic du réseau et une réflexion pour l'extension de la station d'épuration.

II.2. Diagnostic des dispositifs d'assainissement autonome

Sur l'ensemble du territoire communal de Vinsobres, environ 90 habitations sont équipées de dispositifs d'assainissement autonome.

Une enquête par questionnaire a permis de diagnostiquer l'état général des dispositifs d'assainissement autonome dans le cadre du zonage d'assainissement réalisée en 2003. Cette enquête a été complétée par une visite sur le terrain d'une quinzaine d'habitations, afin de valider les réponses des particuliers. Les questionnaires retournés (61 %) ont fait l'objet d'un traitement statistique dont les résultats principaux sont résumés ci-dessous.

- Les réponses extraites des questionnaires font apparaître que près de 80 % des habitations sont du type résidence principale.

Le nombre d'habitants par foyer est en moyenne de 2 à 3 personnes.

- **La majorité des habitations** en assainissement autonome possèdent un dispositif de prétraitement sur la filière eaux vannes dont 60 % de fosses septiques et 32 % de fosses septiques toutes eaux.

Pour le circuit des eaux ménagères, les prétraitements par bacs à graisse concernent 47 % des habitations équipées d'assainissement autonome.

Les préfiltres décolloïdeurs, équipements placés entre le prétraitement et le traitement et permettant d'éviter un colmatage du champ d'épandage, sont présents sur les dispositifs dans 14 % des cas.

- Le traitement des effluents **est effectué sur 52 % des habitations** en assainissement autonome sur la plupart par épandage souterrain par des drains en tranchées.

L'évacuation des eaux se fait par infiltration dans le sous-sol (38 % des installations), par des puisards (40 %) ou par l'intermédiaire de fossés, cours d'eau et réseau pluvial (12 %).

- L'entretien des dispositifs de traitement en assainissement autonome est très irrégulier, les vidanges de la fosse n'étant, le plus souvent, réalisées que lorsque des problèmes importants surviennent.

En conclusion, en premier constat sur l'échantillon, il apparaît que le taux de conformité des installations d'assainissement autonome avoisine les 52 % et que 12 % des dispositifs seraient concernés par une réhabilitation prioritaire.

Les nombreux dysfonctionnements observés dans les filières épuratoires sont, dans la majorité des cas, le résultat d'un manque d'entretien, d'un sous-dimensionnement de l'ouvrage par rapport au nombre d'occupants de l'habitation ou encore d'une filière de traitement non adaptée aux contraintes du sol.

Étant donné les résultats des enquêtes sur l'assainissement non collectif, **de nombreuses réhabilitations sont, dès à présent, à envisager**. Une visite individuelle pour chaque habitat par le Service Public d'Assainissement Non Collectif permettra de déterminer précisément l'efficacité de chaque dispositif.

III. Résultats de l'étude

Le hameau des Cornuds constitué d'un habitat relativement dense et actuellement non desservi par un réseau d'assainissement collectif (réseau privé existant) a fait l'objet d'étude d'aptitude des sols à l'assainissement autonome. Ces études ont été réalisées en 2003 dans le cadre de l'étude du zonage d'assainissement.

Des scénarios d'assainissement ont également été étudiés pour définir la meilleure solution d'assainissement :

- assainissement collectif de proximité avec création d'un réseau de collecte et d'un ouvrage d'épuration,
- assainissement non collectif avec réhabilitation des dispositifs non conformes.

Les scénarios d'assainissement étudiés ont été actualisés en 2009 lors de la mise à jour du zonage d'assainissement.

Le secteur du village en totalité raccordé au réseau d'assainissement et à la station d'épuration est classé en assainissement collectif.

III.1. Hameau des Cornuds

Deux scénarios d'assainissement ont été étudiés dans le cadre de l'actualisation du schéma directeur d'assainissement :

- 1- Assainissement collectif de proximité avec réalisation d'un réseau de collecte et d'un ouvrage d'épuration,
- 2- Assainissement non collectif (individuel ou regroupé).

III.1.1. Assainissement collectif

Un scénario assainissement collectif avait été étudié lors du précédent schéma directeur d'assainissement. Celui-ci est présenté ci-après avec une actualisation des coûts de la solution.

Le projet d'assainissement proposé permet de raccorder une douzaine de logements à terme sur un ouvrage d'épuration collectif. Celui-ci comprend :

- la réalisation d'un réseau de collecte des eaux usées,
- le transport général des eaux usées vers l'ouvrage d'épuration situé en contrebas du hameau (parcelle 10),
- la création d'un ouvrage d'épuration.

Un estimatif financier du projet d'assainissement est présenté dans le tableau suivant.

Estimatif financier du scénario – Les Cornuds	
• Mise en place d'un réseau de collecte en PVC Ø 200 mm sur 150 ml	35 000 € HT
• Réalisation de 12 branchements à terme	12 000 € HT
• Mise en place d'un réseau de transport en PVC Ø 200 mm sur 100 ml	15 000 € HT
• Réalisation de la station d'épuration de capacité 40 EH et de type <i>Géoassainissement</i>	48 000 € HT
TOTAL SCENARIO	110 000 € HT
COUT PAR ABONNES RACCORDES	9 180 € HT
RATIO PAR EH ASSAINI	2 750 € HT
TOTAL SCENARIO AVEC HONORAIRES ET IMPREVUS (15%)	127 000 € HT

III.1.2. Assainissement non collectif

Au vu de la densité de l'habitat dans le hameau des Cornuds, une solution de type assainissement autonome individuel paraît difficilement envisageable. Un coût de l'ordre de **8000 €HT / installation** peut être retenu en première approche pour les réhabilitations des dispositifs d'assainissement autonome existants. Il convient de préciser que certaines habitations ne disposant pas de foncier seront dans l'incapacité technique de réhabiliter leur installation ; la seule solution consistant à se regrouper à plusieurs propriétaires.

Une solution de type assainissement autonome regroupé peut également être envisagée. Elle consisterait à réutiliser le réseau d'assainissement privé existant et à mettre en place à l'exutoire de celui-ci un ouvrage d'épuration commun aux habitations du hameau. Le coût de cette solution sous maîtrise d'ouvrage privé peut être évalué à **environ 50 000 €HT**.

III.2. Proposition d'assainissement non collectif

La réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriétés, forme, taille et occupation de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes du sol doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement.

Compte tenu de la diversité des sols dans certains secteurs, il est fortement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement non collectif.

III.3. Choix et raisons des élus

A l'issue de l'étude du zonage d'assainissement les solutions d'assainissement suivantes ont été retenues par la commune :

- **Secteur du village de Vinsobres** : assainissement collectif
- **Hameau des Cornuds** : assainissement non collectif (assainissement regroupé)
- **Reste du territoire communal** : assainissement non collectif

Il convient également de rappeler que tout projet d'assainissement non raccordé au système d'assainissement collectif existant (donc en assainissement non collectif et en dehors du zonage des zones urbanisables du document d'urbanisme) devra faire l'objet d'une étude parcellaire spécifique afin de choisir, positionner et dimensionner le futur dispositif d'assainissement.

Les recommandations suivantes devront être respectées sur les superficies minimales des parcelles des zones en assainissement non collectif :

- tranchées d'infiltration, parcellaire minimum de 1 200 m²,
- filtre à sable vertical non drainé, parcellaire minimum de 1 500 m²,
- filtre à sable vertical drainé, parcellaire minimum de 1 500 m²,
- tertre d'infiltration, parcellaire minimum de 2 000 m².

Le projet de zonage d'assainissement est présenté en pièce annexe à ce dossier.

III.4. Carte de zonage d'assainissement

↳ *Annexe*

Le projet de zonage d'assainissement est présenté en pièce annexe à ce dossier.

La carte de zonage d'assainissement permet de connaître le mode d'assainissement qui a été défini pour chaque zone homogène de la commune (zone en assainissement collectif, en assainissement non collectif raccordable à terme ou en assainissement non collectif).

IV. Aspect financier pour les dispositifs d'assainissement

IV.1. Assainissement collectif

- Coût de la réalisation d'une extension de réseau gravitaire (en PVC Ø 200 mm) : il est compris entre 150 et 250 € HT le mètre linéaire, suivant la nature du terrain.
- Coût de la réalisation d'un branchement individuel pour le raccordement de l'habitation au réseau d'assainissement : il est compris entre 800 et 1 500 € HT en moyenne.
- Le coût de la réalisation d'un poste de refoulement individuel est de l'ordre de 2 000 € HT.
- Le coût d'investissement d'un ouvrage d'épuration de type géoassainissement ou filtre planté de roseaux est compris entre 600 et 1 000 € HT / habitant (pour une capacité comprise entre 50 et 200 EH)
- Le coût d'entretien et de fonctionnement de la station d'épuration est de l'ordre de 25 € HT / habitant / an.
- Le coût de fonctionnement et d'entretien d'un poste de refoulement collectif est d'environ 2 300 € HT / an.
- Le coût de curage du collecteur d'eaux usées est d'environ 1,5 € HT / mètre linéaire (curage de 25 % du linéaire tous les ans).

IV.2. Assainissement non collectif

- Coût de la réalisation d'un dispositif neuf (fourchette de prix) : il est compris entre 4 000 et 9 000 € HT
- Coût de la réhabilitation : il est compris entre 5 000 € HT et 10 000 € HT
- Coût de l'entretien : une vidange de la fosse (entretien courant tous les 4 ans) est de l'ordre de 200 € HT.
- Coût du service public : une redevance fixe de 25 € HT / an.

V. Obligation de la commune et des particuliers

V.1. Assainissement collectif

Aucun changement. Le règlement d'assainissement communal doit être respecté.

V.2. Assainissement autonome

V.2.1. Habitations raccordables à terme

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique rend obligatoire le raccordement des habitations aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans après leur mise en service.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires. Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables (articles L.1331-6 et L.1331-8 du Code la santé publique).

La commune a la possibilité de percevoir une somme au moins équivalente à la redevance assainissement auprès des propriétaires qui ne se sont pas conformés aux articles qui précèdent (article L.1331-8 du Code de la santé publique).

V.2.2. Instruction des projets

La loi sur l'eau précise : « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] ».

La construction d'un dispositif d'assainissement non collectif doit être autorisée et contrôlée par la commune.

Tout projet fera l'objet de deux visites de terrain par la commune :

- une visite préalable qui a pour but d'autoriser la réalisation du dispositif,
- un contrôle de la réalisation des travaux, qui intervient avant recouvrement des ouvrages par de la terre végétale.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par la commune suite au contrôle de la réalisation des travaux.

V.2.3. Contrôle technique exercé par la commune

La loi sur l'eau demande aux communes de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Ce contrôle doit être effectif depuis le 31 décembre 2005.

L'arrêté du 06 mai 1996 fixe les modalités de ce contrôle. Il s'agit d'une vérification périodique du bon fonctionnement et entretien des ouvrages.

Ce contrôle sera assuré par les agents du service public d'assainissement non collectif mis en place par la Communauté de Communes du Val d'Eygues.

V.3. Accès aux propriétés

L'article L.1331-11 du Code de la santé publique stipule : « *Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.* »

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

Textes réglementaires

- ▶ Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
- ▶ Loi sur l'eau du 3 janvier 1992.
- ▶ Décrets n° 92-1041, 93-742 et 93-743 portant application des articles 9 et 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992.
- ▶ Décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées.
- ▶ Arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.
- ▶ Arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et arrêté du 3 décembre 1996 modifiant l'arrêté du 6 mai 1996.
- ▶ Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.
- ▶ Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993.
- ▶ Circulaire du 17 février 1997 : assainissement collectif, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg de DBO₅ / jour (2000 EH).
- ▶ Circulaire du 22 mai 1997 sur l'assainissement non collectif.
- ▶ La norme DTU 64-1.

Glossaire

Assainissement collectif

Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la commune.

Assainissement autonome ou assainissement non collectif

Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux ménagères

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes

Eaux provenant des W.C.

Eaux usées

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

Effluents

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

Filière d'assainissement

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

Hydromorphie

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Perméabilité

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

PLU

Plan Local d'Urbanisme

Annexe

Carte de zonage

